

Direction Inspection Contrôle Audit

Dijon, le 28 FEV. 2024

Le directeur général de l'agence régionale de santé
à

Madame la directrice de l'EHPAD Lucie Aubrac
12 rue de l'hôpital
71250 SALORNAY-SUR-GUYE

RAR N° 2C 182 939 7402 1

Objet : notification des mesures définitives suite au contrôle sur pièces réalisé au titre des articles L313-13 et suivants du code de l'action sociale et des familles – N° FINESS 710780867 - EHPAD LUCIE AUBRAC – SALORNAY-SUR-GUYE

PJ : tableau des mesures définitives

A la suite du contrôle sur pièces de l'établissement visé en objet dont vous assurez la gestion, je vous ai adressé, par lettre du 19 janvier 2024, les mesures correctives envisagées ainsi que le rapport de la mission de contrôle afin de vous aider à restaurer au sein de votre établissement les conditions d'installation, d'organisation et de fonctionnement garantissant la qualité et la sécurité des prises en charge de vos résident(e)s.

Dans le cadre de la procédure contradictoire et en application des articles L.121-1 et L.122-1 du code des relations entre le public et l'administration, un délai de 15 jours vous a été accordé afin de pouvoir apporter des éléments de réponse aux prescriptions et recommandations envisagées et vos commentaires éventuels sur le rapport.

J'accuse réception de votre réponse déposée le 14 février 2024.

Après analyse par la mission de contrôle des observations que vous avez portées à ma connaissance, je vous notifie les mesures définitives relatives aux prescriptions et recommandations que vous trouverez rassemblées dans le tableau joint en annexe et classées par ordre de priorité.

J'appelle votre attention sur l'importance d'assurer la mise en œuvre et la prise en compte dans votre établissement de ces mesures afin de garantir pleinement au sein de votre structure, les conditions

ARS Bourgogne-Franche-Comté
Le Diapason, 2 Place des Savoirs, CS 73535, 21035 Dijon cedex
Tél. : 0808 807 107 - Site : www.bourgogne-franche-comte.ars.sante.fr



d'organisation et de fonctionnement assurant la santé et la sécurité des résidents et de prévenir la survenue de dysfonctionnements.

Ces dernières feront l'objet d'un suivi par mes services et plus particulièrement par :

 personnes âgées », à la direction

D'autre part, afin de faciliter la mise en œuvre des mesures au sein de votre établissement, je vous invite à consulter le site internet de l'ARS où une boîte à outils a été élaborée en partenariat avec les structures régionales d'appui pour la semaine de la sécurité des patients 2023. Elle comporte notamment **un kit de signalement et de la déclaration des événements indésirables associés ou non aux soins**. Cet outil est à votre disposition et vise vous aider à déployer ou à conforter cette démarche dans votre structure et à sensibiliser les professionnels au signalement.

<https://www.bourgogne-franche-comte.ars.sante.fr/boite-outils-ssp>

La présente décision peut faire l'objet, dans un délai de 2 mois :

- d'un recours gracieux à mon attention,
- d'un recours hiérarchique auprès de la Ministre du travail, de la santé et des solidarités,
- d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Dijon. Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet <http://www.telerecours.fr>

Le directeur général,



**Tableau des mesures définitives
Prescriptions**

Inspecteur

Nom établissement : EHPAD LUCIE AUBRIAC
 Adresse : 12, rue de l'hôpital
 Code postal : 71250
 Commune : SALORNAY SUR GUYE

Nb	Libellé	Fondement juridique	Délai	Éléments de preuve à fournir	Référence rapport EJS	Livré G/N/ Abandonnée	Date de la levée	Observations de la mission de contrôle
1	Respecter les dispositions réglementaires en matière de fréquence de réunion du conseil de la vie sociale	Article D311-16 du CASF	6 mois	Comptes rendus de réunion sur l'année en cours	E1	N		<p>Atsance de réponse</p> <p>La prescription n° 1 est maintenue et notifiée</p>
2	<p>En matière de gestion opérationnelle des événements indésirables :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Communiquer la liste des EI, EIOAS avec leur suivi, permettant de garantir que les EIO, actes de violence ou de maltraitance ou EIOAS font l'objet d'un signalement de la part des personnels et sont déclarés aux autorités administratives compétentes ; - Formaliser et communiquer les comptes rendus de Retex mentionnant les recherches des causes, axes d'amélioration, suivi mis en œuvre ainsi que les modalités de retour à l'ensemble des professionnels, et les modalités de soutien et d'accompagnement des professionnels ; - Systématiser auprès du personnel un retour d'information portant sur les événements indésirables signalés par les professionnels de l'établissement ; - Informer régulièrement le conseil de vie sociale de l'établissement des dysfonctionnements et événements qui affectent l'organisation ou le fonctionnement de la structure, de la nature de ces dysfonctionnements ou événements, ainsi que des dispositions prises ou envisagées pour remédier à cette situation et en éviter la reproduction. 	<p>Articles L331-4-1 CASF</p> <p>R331-10 du CASF</p> <p>Institution n° 2017/56 du 17 février 2017 relative à la mise en œuvre du décret n° 2016-1806 du 25 novembre 2016 prise en application de l'article L. 331-4-1 du CASF</p>	9 mois	<p>Fiches d'EI et/ou tableau de bord et/ou litting</p> <p>Ordres du jour et comptes rendus des CVS jusque fin 2024</p> <p>Comptes rendus de retex</p>	E2, E3, E4 R3	N		<p>Réponse insuffisante.</p> <p>La prescription n° 2 est maintenue et notifiée</p>

**Tableau des mesures définitives
Recommandations**

Inspecteur

Nom établissement :	EHPAD LUCIE AUBRAC		
Adresse :	12, rue de l'hôpital		
Code postal :	71250	Commune :	SALORNAY SUR GUYE

Nb	S	Libellé	Référentiel de bonnes pratiques	Référence rapport E/R	Observations de la mission de contrôle
1		Mettre périodiquement le sujet de la maltraitance à l'ordre du jour des séances du conseil de la vie sociale dans le respect des recommandations de bonnes pratiques.	RBPP de l'HAS "Missions du responsable d'établissement et rôle de l'encadrement dans la prévention et la lutte contre la maltraitance	R1	Absence de réponse La recommandation est maintenue et notifiée
2		Rédiger une charte d'incitation au signalement en associant des professionnels, l'expliquer et la diffuser	RBPP de l'HAS "Missions du responsable d'établissement et rôle de l'encadrement dans la prévention et la lutte contre la maltraitance	R2	Absence de réponse La recommandation est maintenue et notifiée
3		Rédiger et transmettre une procédure relative à l'information du procureur de la République		R4	Absence de réponse La recommandation est maintenue et notifiée
4		Ecrire une procédure en matière de gestion des plaintes et des réclamations, conforme aux bonnes pratiques de l'HAS permettant de formaliser avec les professionnels les outils les plus pertinents pour le recueil et le suivi des plaintes, et des réclamations.	RBPP de l'HAS "Missions du responsable d'établissement et rôle de l'encadrement dans la prévention et la lutte contre la maltraitance	R5	Absence de réponse La recommandation est maintenue et notifiée
5		Formaliser et mettre en place des actions de communication en matière de gestion des plaintes et réclamations des usagers, permettant d'assurer la diffusion, la connaissance et l'application des procédures par le personnel de la structure, dans le respect des recommandations de l'HAS.	RBPP de l'HAS "Missions du responsable d'établissement et rôle de l'encadrement dans la prévention et la lutte contre la maltraitance	R6	Absence de réponse La recommandation est maintenue et notifiée